Dégradation de la situation alimentaire mondiale

La dernière édition de la Revue Paysans & Société comporte un article signé par Quentin Mathieu, économiste aux Chambres d'agriculture de France, qui détaille la dégradation actuelle de la sécurité alimentaire dans le monde (voir ci-dessous).

Le constat dressé par l'auteur est clair : **malgré des productions alimentaires toujours plus importantes, « l'insécurité alimentaire regagne du terrain années après années »**, avec 821,6 millions de personnes souffrant de la faim en 2018, en particulier dans trois régions du monde. Tout d'abord **au Moyen-Orient où l'instabilité politique, les conflits et les mouvements de population ont presque fait doubler le nombre d'individus souffrant de la faim en moins de dix ans**. Une situation similaire à celle de l'Afrique, dont Quentin Mathieu nous indique que six des huit pays classés « en état de crise alimentaire » sont touchés par ces mêmes facteurs d'instabilité et par le changement climatique. Enfin, il expose que **la dégradation de la situation économique en Amérique du Sud, notamment à cause d'une dépendance aux exportations de matières premières, engendre aujourd'hui de nouvelles « poches d'insécurité alimentaire où l'élimination de la faim semblait acquise ».**

Ainsi, **comment expliquer ce paradoxe apparent où l'on a conjointement une offre agricole dynamique, des prix internationaux plutôt bas et un nombre croissant de malnutris ?** On avance ici l'explication des déséquilibres macroéconomiques et surtout de **la fragmentation croissante des marchés agricoles pour mettre en avant que la coordination par les prix seule n'est pas adaptée pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.**

Localement les dévaluations monétaires, comme au Brésil et en Argentine, ont un effet positif sur l'offre agricole : l'inflation est du côté de l'entrepreneur et les prix à l'exportation croissent à mesure que la monnaie intérieure se dévalue. Par ailleurs, le renforcement des politiques agricoles (soutien de marché, aides directes et mesures d'écoulement) imprime une augmentation de l'offre dans des pays visant la sécurité alimentaire (Chine, Inde) ou le développement de front pionnier pour des raisons stratégiques et mercantiles (Russie, Brésil). **Il en résulte une collection de records en matière de production au niveau mondial depuis plus d'une décennie et des prix internationaux globalement bas et stables.**

Cette situation porte préjudice aux zones agricoles et rurales des pays qui n'ont pas les moyens politiques de se protéger contre ce facteur de déflation importée que sont les prix agricoles internationaux à leur niveau de dumping. Mathieu Couttenier a d'ailleurs démontré l'effet de prix agricoles bas sur l'augmentation des conflits en Afrique. Par ailleurs, les dévaluations vont avoir à court terme des effets négatifs pour les citadins dont les prix de l'alimentation augmenteront d'autant plus pour les pays dépendants des marchés internationaux.

Ce schéma traduit à nouveau que le problème de l'insécurité alimentaire ce n'est pas tant les prix agricoles élevés, mais plutôt les prix bas et surtout leur grande instabilité. Nous ne pouvons donc que rejoindre Quentin Mathieu quand, en conclusion de son article, il indique que **« l'urgence d'une gouvernance mondiale, économique et alimentaire n'a certainement jamais été aussi forte ». C'est d'ailleurs là l'objectif de notre proposition d'un Conseil Alimentaire Mondial, rattaché au Conseil de Sécurité et chargé de garantir la sécurité alimentaire mondiale.**

Christopher Gaudoin

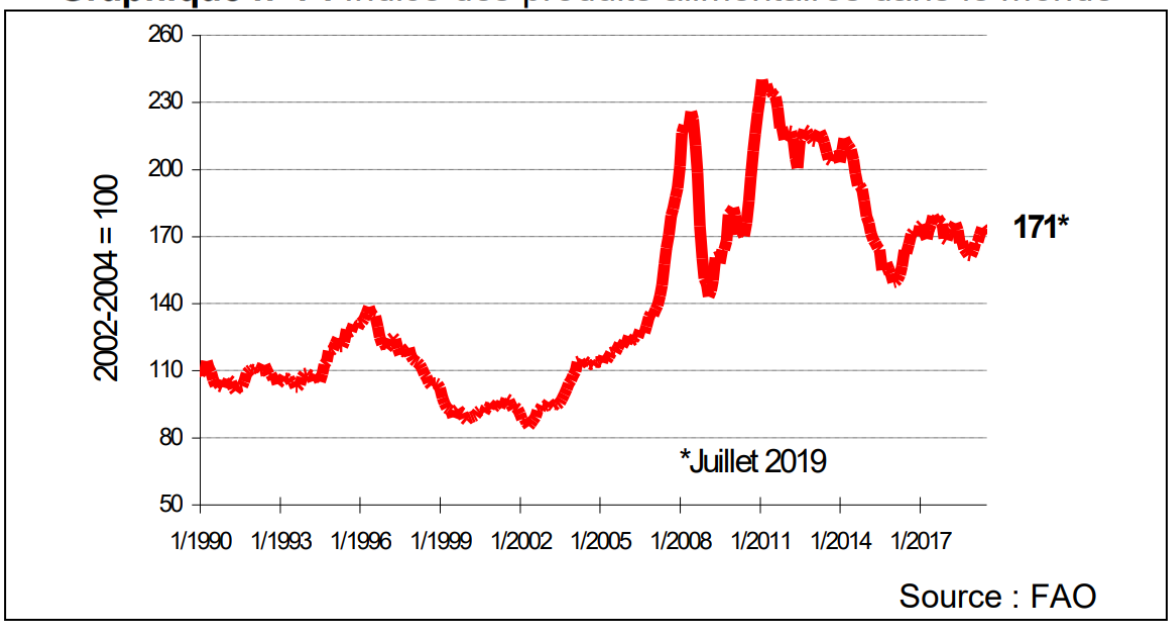
Dégradation de la situation alimentaire mondiale

Alors que la production alimentaire s'accroît, de plus en plus d'individus souffrent de la faim.

Les dernières trajectoires de l'état de la sécurité alimentaire mondiale montrent des signes de plus en plus inquiétants ces dernières années. Après plusieurs décennies de progrès considérables et de réduction du nombre d'individus souffrant de la faim à hauteur de plusieurs centaines de milliers de personnes, l'insécurité alimentaire regagne du terrain années après années, alors que la production alimentaire mondiale n'a jamais été aussi élevée. D'après l'International Grain Council (IGC), la récolte mondiale de grains pour la campagne 2019/2020 s'annonce comme la seconde la plus abondante de l'histoire moderne, à plus de 2,159 milliards de tonnes de grains ; le record ayant été établi lors de la campagne 2016/2017 avec 2,187 milliards de tonnes. Ce seuil de deux milliards de tonnes a été d'ailleurs franchi lors de la période 2013/2014, et la production mondiale de grains s'est constamment maintenue au-delà malgré les divers incidents que certains bassins de production ont subis lors de ces dernières campagnes. Concernant les productions animales, si l'épidémie de peste porcine africaine (PPA) en Chine amputera le potentiel de la production mondiale de produits carnés pour 2019 et 2020 à hauteur de dix millions de tonnes, la trajectoire de la production des trois principales viandes commercialisées à l'échelle mondiale (viande bovine, porcine et volaille) est également sans équivoque. Celle-ci a atteint un record historique en 2018 à plus de 270 millions de tonnes selon les données de l'United States Department of Agriculture (USDA).

Pourtant, cette opulence des ressources alimentaires mondiales contraste avec la progression de la faim dans le monde, alors que les prix alimentaires mondiaux, tous produits confondus, ont significativement chuté durant la même période, avant de se retrouver en quelque sorte anesthésiés par rapport aux dispositions des marchés mondiaux agricoles et de l'économie mondiale (graphique n°1). Les fondamentaux des marchés semblent ancrés dans un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande, alors que la situation économique des pays développés, mais plus inquiétant encore des pays à revenus intermédiaires ou faibles, tend à se dégrader.

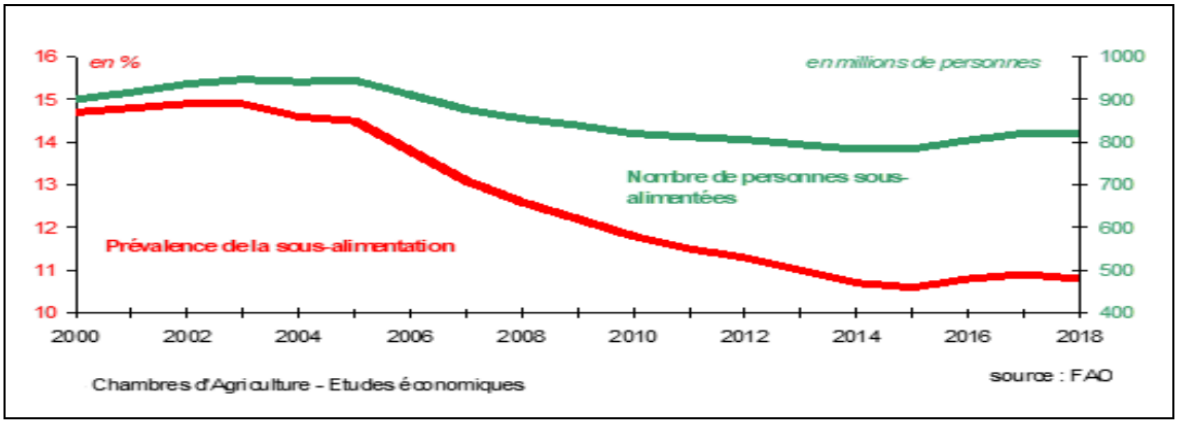
Graphique n°1 : Indice des produits alimentaires dans le monde



C'est là une des tendances récentes dans l'observation de l'insécurité alimentaire mondiale. La montée des fragilités alimentaires est de plus en plus en lien avec les fragilités économiques. Le rapport 2019 sur « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde » de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) porte une attention particulière et des inquiétudes légitimes quant à la dégradation de la situation alimentaire de certains pays en proie à des difficultés économiques[1].

Les principales conclusions du rapport dressent un bilan pessimiste quant aux perspectives actuelles et à venir de la sécurité alimentaire mondiale. Ainsi, le nombre d'individus sous-alimentés dans le monde s'est accru pour la quatrième année consécutive, s'établissant à 821,6 millions de personnes en 2018 contre 783,7 millions à son niveau le plus bas en 2014 (graphique n°2). Ce rebond s'explique par la dégradation de la situation alimentaire dans des zones structurellement fragiles, mais aussi par l'apparition de nouvelles poches d'insécurité alimentaire.

Graphique n°2 : Nombre de personnes sous-alimentées et prévalence[3] de la sous-alimentation dans le monde



2

Le changement climatique continue d'affecter les zones sahéliennes et d'Afrique de l'Est notamment avec l'intensification des périodes de sécheresse qui représente un frein persistant au développement et à la stabilité de la production alimentaire locale. Le Yémen, la Somalie ou le Soudan du sud sont des exemples de pays qui sont les plus affectés par ces phénomènes climatiques, auxquels s'ajoutent une instabilité politique et des conflits internes récurrents contribuant à la persistance de cette insécurité alimentaire aigüe. La survenance de nouvelles zones de conflits comme au Moyen-Orient y a également fragilisé les équilibres alimentaires.

LES PAYS D'AFRIQUE RESTENT LES PRINCIPALES VICTIMES DE LA SISMICITE ALIMENTAIRE

Le conflit syrien et sa propagation jusqu'aux territoires irakiens et à la frontière turque ont provoqué de très grandes pertes sur l'appareil de production agricole, ainsi que des déplacements de population qui ont accentué la pression de la demande alimentaire dans les pays d'accueil frontaliers. La multiplication des conflits dans la zone moyen-orientale et son prolongement jusqu'aux pays d'Afrique du Nord, marqués par un chamboulement des régimes politiques traditionnels depuis le printemps arabe, ont presque fait doubler le nombre d'individus souffrant de la faim en moins de dix ans. De 28,6

[1] Lien vers le rapport : http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf
[2] Prévalence de la sous-alimentation : pourcentage de la population dont l'apport énergétique est insuffisant pour maintenir une vie saine et active.

millions de personnes sous alimentées en 2010, plus de 50 millions de personnes se situaient en état de sous- alimentation en 2018 dans cette zone.

Les pays du continent africain restent les principales victimes de la sismicité alimentaire, marquée par une instabilité politique chronique et une exposition accrue aux phénomènes climatiques et aux catastrophes naturelles. La particularité étant que ces zones sont marquées par une situation d'insécurité alimentaire structurelle pouvant basculer lors d'une crise et/ou d'une urgence alimentaire. Selon le Global Report on Food Crisis 2019 du Food Security Information Network (Fnis), six des huit pays classés en état de crise alimentaire en 2018 étaient africains, pour certains à une échelle régionalisée (le Yémen, une partie de la République démocratique du Congo, l'Ethiopie, le Soudan, le Soudan du sud et le nord Nigéria)[3]. Les points communs entre ces pays ou ces régions sont souvent similaires : des conflits internes ou avec des pays frontaliers, des déplacements de population, une sécheresse aggravée et l'irrégularité des pluies. En 2018, plus de 113 millions de personnes se sont trouvées en état d'insécurité alimentaire aggravée, avec des conséquences à plus long terme qui contribueront à accroître la population en état de sous-alimentation.

LES FRAGILITES ECONOMIQUES PROVOQUENT DES FRAGILITES ALIMENTAIRES

Les pertes en récoltes et en cheptel peuvent mettre plusieurs années avant de se reconstituer. Les enfants nés lors de ces épisodes de crise alimentaire souffrent d'anémie, de retard de croissance et sont davantage exposés aux maladies tout au long de leur vie. Les déplacements de population peuvent mener à une perte définitive de la force de travail agricole sur un territoire et donc à un déclin de l'appareil productif local. Le nombre de personnes sous alimentées en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest est ainsi passé de respectivement 119 et 32 millions d'individus en 2010, à plus de 133 et plus de 56 millions d'individus en 2018.

Mais de nouveaux foyers de dégradation de la situation alimentaire mondiale ont récemment émergé, en partie du fait d'une détérioration de l'économie de ces pays. Les pays d'Amérique latine entre autres, qui s'étaient démarqués jusqu'ici par une très forte amélioration des conditions alimentaires de leur population, connaissent d'importantes difficultés économiques qui ont précipité les populations les plus vulnérables dans des difficultés alimentaires. C'est particulièrement la dépendance de ces pays à leurs exportations de matières premières qui expliquent ce phénomène. Le rapport de la FAO l'illustre avec les cas de la Colombie et du Chili, dont les recettes en devises dépendent respectivement du prix du pétrole et du cuivre. La chute du prix de ces produits de base depuis 2015 a entraîné une diminution des rentrées de devises en dollars, et par répercussion une dépréciation de leur monnaie nationale. Le coût des importations alimentaires s'est alors accru, de même que la perte de valeur de leur monnaie a généré une inflation dans l'économie locale.

Ces déséquilibres macroéconomiques ont alors provoqué un rebond de la pauvreté dans ces pays. Que ce soit du fait du ralentissement économique des secteurs exportateurs ou des coupes budgétaires imposées par la baisse des recettes d'exportation, les indicateurs liés à la pauvreté sont repartis à la hausse. En Argentine, par exemple, la très forte dépréciation du peso et les difficultés du gouvernement Macri à équilibrer le budget de l'État ont abouti à la mise en place d'une politique d'austérité budgétaire. Alors que le taux de chômage dans le pays était au plus bas en 2016 à moins de 6 %, celui-ci est brusquement reparti à la hausse pour atteindre 10,6 % en juillet 2019.

DES OBJECTIFS ALIMENTAIRES ENCORE TRES ELOIGNES

Cette illustration est davantage spectaculaire dans le cas du Venezuela, dont les structures économiques reposent en très grande partie sur les exportations de pétrole. La chute du prix du baril

[3] Lien vers le rapport :
http://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC%202019_Full%20Report.pdf

en 2016 (sous la barre des 30 dollars/baril) et son maintien dans un couloir de prix très bas (aux alentours de 60 dollars/baril actuellement) ont fait fondre les réserves de change du pays tout comme ses ressources budgétaires. Le taux de chômage du pays, qui se situait entre 6 et 8 % en 2016, atteint désormais 38 % en 2019 avec des situations de pénurie et de rationnement en produits de première nécessité. Pour les cas cités plus haut de la Colombie et du Chili, le taux de chômage est également une variable empruntant une pente ascendante inquiétante, atteignant respectivement 11% et 7 %, soit un à deux points supplémentaires par rapport à 2016. D'après les données du rapport 2019, il apparaît ainsi que le nombre de personnes sous alimentées en Amérique latine s'est accru de près de deux millions de personnes entre 2016-2018, montrant l'émergence de nouvelles poches d'insécurité alimentaire même dans des zones où l'élimination de la faim semblait acquise.

Les objectifs fixés par les Nations unies en termes de réduction de la faim et de la malnutrition dans le monde semblent encore fort éloignés à la lecture du rapport de la FAO. Par exemple, les cibles de réduction d'insuffisance pondérale et d'anémie chez les femmes en âge de procréer sont à l'heure actuelle très en deçà des objectifs fixés par l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition, à atteindre d'ici à 2025-2035. En 2015, 15 % des nouveau-nés dans le monde souffraient d'une insuffisance pondérale, soit un nouveau-né sur sept, et peu de progrès ont été accomplis ces dernières années (14,6 % en 2018 alors que la cible à atteindre est de 10,5 % à l'horizon 2025). La proportion de femmes en âge de procréer souffrant d'anémie est certainement l'un des indicateurs les plus inquiétants, puisque près d'une femme sur trois dans le monde (32,4 %) souffrait de cet état de carence en 2016, alors que l'objectif visé est de 15 % d'ici à 2025. La progression des autres facteurs de la malnutrition traduit aussi les déséquilibres croissants dans les pays en développement en termes d'inégalités de revenu et d'accès à une alimentation équilibrée.

L'URGENCE D'UNE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE MONDIALE

De plus, ces déséquilibres sont perceptibles au niveau géographique, avec une dichotomie grandissante entre les zones urbaines et rurales, où se côtoient alors dans un même pays des problématiques de suralimentation dans les villes et de sous-alimentation et de dénutrition dans les espaces ruraux. Les leviers à activer pour lutter contre tous les aspects de la malnutrition doivent donc être multifactoriels. Ils ne concernent pas seulement les politiques agricoles et alimentaires, mais aussi les politiques économiques, de santé et d'éducation, pour permettre une inclusion des populations les plus vulnérables dans le processus de développement. Seulement, les marges de manœuvre pour ces États sont des plus limitées. D'après la Banque mondiale, la dette des pays en développement a atteint un niveau record de 7 800 milliards de dollars en 2018, et un retournement de la conjoncture économique ne ferait qu'empirer davantage cette situation. Au vu des signes d'un ralentissement économique mondial qui devrait se prolonger les deux prochaines années, les pays en développement, déjà fragilisés, pourraient subir de plein fouet un choc d'envergure qui dégraderait fortement leur situation alimentaire, compte tenu des liens étroits entre alimentation et dynamisme économique. L'urgence d'une gouvernance mondiale, économique et alimentaire, n'a certainement jamais été aussi forte, dans un monde pourtant de plus en plus désuni et morcelé.